

# PROGRAMME COMMUNISTE

**Ce qui nous distingue :** La revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance; la dure œuvre de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en contact avec la classe ouvrière, en dehors de la politique personnelle et parlementariste.

## SOMMAIRE :

### **Le capitalisme français au tournant.**

#### **La question algérienne :**

Les fastes de la colonisation française en Algérie (R. Luxembourg).

L'Algérie contemporaine (compléments statistiques).

L'« Avant-garde » et l'Algérie.

Le P. C. F. et la question coloniale.

### **LE ROLE DU PARTI DANS LA REVOLUTION RUSSE.**

#### **Eléments de l'économie marxiste.**

#### **Notes d'actualité :**

Le règne hypocrite des pirates de la « coexistence pacifique ».

Pétrole et rente différentielle.

Grandeurs nationales... à vos marques!

La théorie de l'ultra-opportunisme.

S O M M A I R E N° 5

Octobre - Décembre 1958

- Le capitalisme français au tournant .....	1
- <u>La question algérienne</u> :	
. Les fastes de la colonisation française en Algérie ( R. Luxembourg ) .....	20
. L'Algérie contemporaine (compléments sta- tistiques ) .....	29
. L' "Avant-garde" et l'Algérie .....	39
. Le P.C.F. et la question coloniale .....	68
- LE ROLE DU PARTI DANS LA REVOLUTION RUSSE ( première partie : <u>Marxisme</u> et <u>populisme</u> ) .....	94
- Eléments de l'économie marxiste (IV) .....	127
- <u>Notes d'actualité</u> :	
. Le règne hypocrite des pirates de la "coexistence pacifique " .....	150
. Pétrole et rente différentielle .....	153
. Grandeurs nationales ... à vos marques ! ...	159
. La théorie de l'ultra-opportunisme .....	161

---

Publication trimestrielle - Le Numéro ..... 250 Frs  
Abonnement : 1 an ( 4 numéros ) ..... 900 Frs  
Abonnement de soutien ..... 2 000 Frs

convient de tenir en règle la comptabilité des responsabilités politiques, même si le règlement de compte général est encore fort loin.

Il est frappant de constater que, de tous les partis qui constituaient la coalition anti-fasciste de la seconde guerre mondiale, le parti staliniste soit à peu près le seul, parmi les grandes organisations, à parler de " fascisme " à propos de l'évolution qui se dessine dans la politique et le mode d'administration de la société française, et cela dans le seul cas où le terme n'est pas entièrement inapproprié. Les autres ne veulent voir dans cette évolution qu'une tentative - aux procédés peu orthodoxes, certes, mais qui n'a pas le choix des moyens - de garantir et de sauver la paix civile. Ce qui est une nouvelle preuve de la farce que constitue le " conflit idéologique " : une fois de plus on n'est pas en présence d'une divergence absolue entre deux conceptions de gouvernement, mais d'un alignement des forces politiques opposées.

Pour discerner dans quelle mesure la tendance actuelle de la politique intérieure peut être qualifiée de "fasciste", il faut auparavant distinguer, dans le phénomène qui porte ce nom, ce qui en constitue le fondement historique et économique, c'est à-dire la tendance fondamentale du capitalisme à la concentration et au monopole du pouvoir par le grand capital, et ce qui en exprime les manifestations politiques et sociales : coup d'Etat, contre-offensive armée de la bourgeoisie, coalition des partis autour d'un gouvernement "fort", etc ... La grande erreur de l'opportunisme fut justement de ne pas voir dans ces manifestations l'expression d'une tendance unique et irrésistible de l'évolution historique du capitalisme, qu'accentue encore la phase impérialiste; de croire, en conséquence, à la possibilité d'un retour au contenu plus libéral des formes défuntes du début de ce mode de production; de miser sur de prétendues oppositions qui auraient existé, à ce propos, au sein de classes également intéressées à tenir le prolétariat hors du jeu politique.

Le plus grand mérite de LENINE fut sans aucun doute de réhabiliter la puissante vision de MARX qui dévoilait ce contenu

" autoritaire " et violent de la forme sociale bourgeoise, même lorsqu'elle se revêtait des constitutions les plus démocratiques, des lois les plus républicaines et des principes les plus libéraux . Les complices de la bourgeoisie, par contre, eurent toujours pour fonction essentielle de faire croire aux travailleurs que la démocratie parlementaire était l'expression la plus parfaite d'une continuelle conquête historique du droit et de la justice sur l'arbitraire et la violence de la "réaction". Et c'est encore le langage que tiennent les opportunistes d'aujourd'hui, même ceux de Moscou, qui en savent long, pourtant, sur la nécessité des méthodes d'oppression en tant que condition de l'exploitation économique. En réalité, le recours à la violence répressive de la part de l'Etat de classe fut toujours fonction des nécessités de la sauvegarde des privilèges sociaux des classes dominantes et, pour cette raison, lié aux périodes de crise et de difficultés au cours desquelles la misère peut être la "mauvaise conseillère " des masses. L'arbitraire, l'écrasement militaire des affamés, les exécutions sommaires d'ouvriers sans armes illustrent toutes les pages de l'histoire de la bourgeoisie. Ils apparurent dès qu'elle prit le pouvoir, elles seront encore présentes à l'heure de sa fin car, quoi que puissent en dire les révisionnistes à la Khrouchtchev et leurs adeptes, elle ne peut mourir que de mort violente.

Si on peut toutefois observer une évolution dans l'usage politique de la force, on la trouve dans une progression parallèle des systèmes démocratiques bourgeois et du développement de leur appareil d'Etat, avec ses divers attributs. Au fur et à mesure que la société bourgeoise se révèle toujours moins apte à surmonter, par des moyens pacifiques, ses propres contradictions internes et que, par contre, le prolétariat gagne en importance sociale et en organisation, l'appareil répressif doit se perfectionner, les interventions arbitraires devenir plus fréquentes. La législation traditionnelle, facile à tourner au profit des bourgeois dans les cas isolés, commence à devenir un obstacle à l'étouffement radical des mouvements de masse: la bourgeoisie a besoin elle-même des grands moyens que revendique le prolétariat révolutionnaire parce qu'il a appris qu'entre le capital et lui c'est une question de vie et de mort. La bourgeoisie a besoin de gouverner dictatorialement, c'est-à-dire sans être gênée aux entournures par le lourd appareil des lois. Ce qui s'effectue, comme toutes les dispositions collectives, par l'élaboration d'une nouvelle juridiction - d'une juridiction d'exception; le fascisme, juridiquement, c'est la loi d'exception comme règle générale et permanente. La vénérable statue de la Justice

n'est pas renversée de son piédestal, elle ferme seulement les yeux sur l'usage d'une casuistique très large qui s'exerce, au vu et au su de tout le monde, au profit exclusif de la classe dominante. Mais les bourgeois aussi sont contraints, dans de telles circonstances, de se discipliner et de sacrifier leurs préoccupations particulières et immédiates aux intérêts globaux de leur classe : sur le plan politique, le fascisme c'est l'administration des intérêts de la classe dominante par un seul parti.

Mais de tels modes de gouvernement ne peuvent durer, au moins dans les grands pays entraînés dans la vie politique du monde impérialiste, qu'autant que durent les situations périlleuses et les moments de crise où toutes les énergies doivent être bandées sans souci de la dangereuse énergie révolutionnaire qu'accumulent de telles mesures draconiennes. Leur efficacité est en effet bien moins profonde et bien moins solide que celle du souple mécanisme parlementaire, avec son jeu d'alternance entre partis d'opposition et de gouvernement qui escamote les principales conséquences de toutes les fausses manœuvres de la bourgeoisie. Devant la venue d'autres crises, le système autoritaire de gouvernement, le pouvoir du parti unique et la juridiction d'exception doivent donc à leur tour céder la place au mécanisme de la démocratie, comme ils le firent dans l'Allemagne et l'Italie de l'après-guerre. Ils ne se retirent pas, cependant, sans laisser de profondes traces; la bourgeoisie de ces pays ( mais aussi les autres bourgeoisies ) savent tirer profit de ces expériences. Sournoisement, habilement, en invoquant à tout propos, et avec la complicité des opportunistes ouvriers, le "socialisme", elles insèrent dans leur nouvelle structure mille prescriptions d'ordre juridique, politique et économique qui eussent fait hurler un libéral de la grande époque. Elles traduisent en lois, règlements, organismes étatiques et formes nouvelles des rapports politiques et sociaux, la tendance monopoliste du capitalisme à contrôler tous les domaines de l'activité sociale - celui des partis, des syndicats, des rapports au sein de l'entreprise - afin de les dépouiller plus aisément des possibilités qu'ils offrent à l'activité de classe du prolétariat. En somme, elles instillent, par petites doses mais répétées et systématiques, le fascisme dans la démocratie.

Il faut essayer de déterminer à quel degré de ce processus se trouvait la démocratie française pour en déduire quelles peuvent être les conséquences générales et la signification d'un " pouvoir fort ".

Comme ses socurs d'Europe, la bourgeoisie française s'était adaptée, au lendemain de la Libération, à l'enseignement des expériences fascistes allemande et italienne. Sous la bannière du tripartisme - qui, en réalité, reflétait, bien plus que le triomphe de l'immortelle démocratie, le partage international des zones d'influence entre l'Est et l'Ouest - elle avait pu reconstruire son Etat, c'est-à-dire sa police, son administration et son armée, sous l'oeil bienveillant de M. THOREZ et des stalinistes, alors partisans acharnés de la " reconstruction nationale". La "démocratie", rénovée en tenant compte des apports du fascisme, fonctionnait presque parfaitement. Toutes les revendications des ouvriers trouvaient ligüés contre eux le gouvernement et son administration, les partis ouvriers et la totalité des syndicats. Inutile de brimer les travailleurs : les "délégués" s'en chargeaient.

Mais les choses se gâtèrent avec la rupture de l'entente relative entre Russes et Américains, et avec le passage consécutif des stalinistes dans l'opposition, la démagogie effrénée qu'ils purent alors faire sur les revendications de salaires, la paix en Indochine et la paix "tout court". Si quelques "fascistes", bien plus bruyants que nombreux, commencèrent alors à parler de " mettre les communistes hors la loi " - c'est-à-dire d'avoir ouvertement recours à la juridiction d'exception - ce furent pourtant les ministre, le plus souvent socialistes ( les mêmes auxquels le P.C.F. offre encore et toujours le "front unique " ) qui furent les premiers à appliquer, à l'égard des militants de base bien sûr , sinon la lettre du moins l'esprit du fascisme.

L'influence du P.C.F. était pourtant trop grande sur les masses; il était trop évident qu'il valait mieux, dans les rapports avec les ouvriers mécontents, passer par cet intermédiaire - encombrant, mais complice - de la bureaucratie cégétiste, plutôt que d'avoir recours à la répression, - surtout lorsque survenaient des épisodes comme celui des grèves de St Nazaire où, devant la colère et l'élan des ouvriers, certains des acharnés pro-fascistes d'aujourd'hui tremblèrent à l'idée de n'avoir plus d' "interlocuteurs valables" dans les rangs des travailleurs. D'ailleurs, l'anti-communisme officiel reposait surtout sur la concurrence de boutiques électorales et syndicales, ainsi que sur la politique de servilité, voire de chantage, à l'égard de

l'Amérique, prompte à rouvrir les crédits devant l'ombre d'une menace rouge à l'intérieur de son dispositif atlantique .... et aussi à "graisser le marteau " dans les organisations syndicales "libres" qui devaient forcément la payer en retour dans leur monnaie de singe anti-staliniste. Enfin, les grèves de masse étaient relativement peu denses et peu dangereuses, et on pouvait aisément les décourager par les compromis et les manoeuvres dilatoires grâce à la complicité de toutes les centrales syndicales, C.G.T. comprise. La "détente internationale" arriva dans ces conditions. Le "système d'exception" ne se justifiait ni en fonction de ce qui se passait au dedans, ni de ce qui se produisait au dehors.

Pour qu'on l'envisageât de nouveau il fallut l'inextricable guerre d'Algérie, le ralliement lent, tardif, réticent des stalinistes à la cause adverse, et encore sous la forme anodine de la "négociation" qui laissait toutes les chances à la bourgeoisie de surmonter ses difficultés ... si elle en avait eu la force. Aussi la véritable cause de l'aggravation des événements ne réside-t-elle pas dans l'opposition du P.C.F. à la politique du gouvernement, encore qu'elle serve de bouc émissaire à l'extrême-droite. Elle se trouve dans l'exaspération des colons, dans leur panique devant la perspective d'un "règlement" plus que problématique, dans la rancœur d'un appareil militaire humilié par l'affaire d'Indochine et, depuis, façonné idéologiquement suivant un "maccarthysme" borné. Elle réside surtout dans l'impuissance des gouvernements successifs de résoudre ce problème et dans le jeu ridicule des majorités dérisoires et éphémères au parlement. Tout cela n'étant d'ailleurs que la manifestation visible d'une crise plus profonde que nous étudierons ensuite.

Mais ce qu'il faut rappeler, et que toute la presse, depuis celle de la "gauche" jusqu'au très bourgeois "Le Monde", a étalé à plusieurs reprises au grand jour, c'est que les méthodes fascistes virent le jour avant le 13 Mai et ses suites. Elles ne furent pas l'oeuvre de "réactionnaires" mais de démocrates et de "socialistes". Et ceci est parfaitement conforme au matérialisme historique et à toute l'expérience politique, ancienne et récente, qui nous enseigne que les actes politiques ne sont pas déterminés par la volonté des hommes de gouvernement, mais par les intérêts qu'ils servent: lorsque des intérêts bourgeois sont menacés, fut-ce par une révolution qui n'est ni socialiste ni prolétarienne, mais nationale, ils utilisent les seuls moyens

dont ils disposent : la violence et l'arbitraire là où la corruption ne suffit pas. Les "étiquettes" politiques en sortent quelque peu froissées, mais le phénomène est classique: on a vu des monarchistes être plus libéraux que des démocrates mais, plus souvent encore, on a vu des "socialistes" plus sanguinaires que des réactionnaires. Pensons aux Noske et Scheideman ....

Ainsi, les velléités fascistes de la bourgeoisie française ne sont pas le résultat d'une menace sociale, comme le furent le fascisme allemand et italien, mais le fruit de l'impuissance et de la division interne des partis bourgeois. Elles n'ont pas été suscitées par l'extension d'une crise économique mettant en péril sa domination politique, mais par un phénomène historique spécifiquement ressenti par l'impérialisme français, la crise coloniale, dont les manifestations relèveraient davantage de la guerre étrangère que de la guerre civile si la crise survenue à Alger, en posant avec acuité les problèmes latents de la réorganisation politique et économique de la France, ne soulevait la question de la nécessité de la coercition sociale que leur solution impose et que la bourgeoisie est incapable de réaliser par son mécanisme parlementaire traditionnel et dans la précédente représentation des forces. Mais le fascisme français, si fascisme il y a, n'est cependant pas la riposte classique à la menace prolétarienne; c'est une solution de fortune pour conjurer ou minimiser une déchéance historique.

o o

Une autre caractéristique du fascisme qu'il faut examiner afin de déterminer s'il peut ou non se réaliser dans les conditions politiques actuelles est celle de l'attitude des classes moyennes et de la petite bourgeoisie. Depuis la clôture des grandes révolutions démocratiques du siècle dernier, il est établi qu'elles ont épuisé leur rôle politique indépendant et que leur lot est de se mettre à la remorque du grand capital ou de subir l'offensive du prolétariat. Mais la contre-offensive fasciste qui s'est produite après l'échec de la grande vague révolutionnaire des années 1919-27 les a vues, dans la crainte aiguë de perdre leurs privilèges, faire le coup de feu contre les ouvriers, surmonter leur individualisme atavique et dérober ses propres méthodes de lutte et d'organisation au prolétariat.



Il est bien certain que le pays qui est par excellence celui de la propriété parcellaire, de la rhétorique parlementaire et des lucratives combinaisons électorales, n'a pas de classes capables, dans le sein de la bourgeoisie, de tels actes de courage physique, et ce d'autant plus que la prospérité générale n'est en rien menacée par les exigences des travailleurs. Pour retrouver des conditions de participation active de ces classes à une politique de répression il faut aller les chercher en Afrique du Nord où, pour d'évidentes raisons de conservation de leurs privilèges coloniaux, elles sont prêtes à une mobilisation sociale de vrai style fasciste. Sans doute, la présence de l'armée a-t-elle joué un rôle déterminant dans la formation de ce climat politique et suppléé à l'inexistence d'un véritable parti fasciste. De plus, l'idéologie qui s'en dégage n'est naturellement pas dirigée contre le prolétariat blanc d'Algérie qui, dans le complexe raciste de ce pays, et en fonction de sa situation économique privilégiée, se révèle solidaire du colonialisme. Mais il n'en demeure pas moins que la situation algérienne nous donne, du ralliement des classes moyennes et de la petite bourgeoisie à des démonstrations armées en faveur des grands capitalistes et des gros possédants - qui constitue un des aspects caractéristiques du fascisme - une manifestation qu'on aurait pas cru possible en l'absence d'un danger général de crise sociale.

Cette particularité explique que la fascisation du système politique de la métropole se présente sur des bases bien précaires. Si elle réussit tout de même, on pourra dire que le prestige des seuls arguments idéologiques sur lesquels elle aura pu spéculer - la "grandeur nationale" et le culte de l'armée - c'est encore à l'oeuvre accomplie par les opportunistes ouvriers que la bourgeoisie le doit. Sous cet aspect là, également, les anti-fascistes auront fait le lit du fascisme: ils réclamaient à la Libération "une armée forte", ils voulaient que la France soit une "grande nation" - cela leur vaut aujourd'hui de connaître la promotion des "colonels", cela leur promet peut-être pour demain le nationalisme exaspéré d'une profonde vague de réaction.

Cette logique de l'abandon, qui frappe les renégats, ceux qui ont fait litière des principes fondamentaux de la tradition prolétarienne, constitue la plus éloquente des réfutations des positions du XX<sup>me</sup> Congrès du parti russe, qui officialisa la répudiation définitive de la lutte des classes et l'adhésion aux "voies pacifiques du socialisme". Le Front Populaire avait déjà

réconcilié les stalinistes avec le patriotisme et la défense nationale. Du moins, à cette époque, laissaient-ils entendre que s'il fallait en venir aux mains avec la "réaction", ils en profiteraient pour déclencher la lutte révolutionnaire et installeraient le pouvoir des ouvriers. Or voilà que cette éventualité se précise ... à les en croire tout au moins. A ceux qui redoutent de leur voir appliquer cette ancienne perspective ils déclarent avec force qu'ils n'ont nullement l'intention d'aller au-delà de la restauration des formes défuntes de la IV<sup>e</sup> République. Ils le disent, le proclament, le répètent. Bien entendu, la droite ne veut pas les croire : il lui faut de l'anti-communisme même lorsque de communisme il n'y a pas trace. Cela lui est nécessaire pour appliquer sa politique présente à laquelle, avec plus ou moins de conviction, voire à contre-cœur, toutes les fractions de la bourgeoisie se rallient.

Mais, nous, nous avons de bonnes raisons de penser que les stalinistes sont sincères. Non pas que nous ayons la moindre confiance en leur bonne foi, mais parce que toute la politique de Moscou et de ses agences est basée sur la collaboration avec le capitalisme et parce que toute force politique qui a accepté la plate-forme politique générale et l'idéologie de la bourgeoisie n'est plus capable de violence sociale, si ce n'est dans un contexte international de guerre impérialiste et au service de l'un des deux géants qui se disputent le monde.

Voilà donc, sous l'angle prolétarien, où se situent les responsabilités de l'actuel état de chose. Si, demain, des commandos fascistes venaient assaillir les travailleurs, comme la presse de gauche le redoute, ou si simplement l' "Etat fort " oeuvre pour une réduction systématique de la portion déjà congrue de la classe ouvrière, celle-ci le devra, en dernière analyse, à la trahison de ses propres partis.

Mais cette responsabilité a encore une autre face. Après la politique et l'idéologie, la stratégie sociale et l'influence à long terme sur la structure historique du capitalisme français.

La tâche du véritable parti de classe est de lutter contre toutes les formes d'exploitation et de dénoncer toutes les misères sociales. Et il ne se borne pas à combattre pour les revendications du prolétariat industriel: il prend en charge éga-

lement toute action radicale des producteurs non salariés de la campagne. Toutefois, il conduit cette lutte dans le cadre de sa politique générale, qui ne se départit pas un instant d'une condamnation intégrale de toute forme de propriété. Il dénonce la misère de toutes les couches sociales pourvues de patrimoines ou de lots en usufruit tout en étant privées de capital, mais il est franchement opposé à toute politique de stabilisation de ces formes, il refuse toute mesure qui tend à maintenir le petit producteur à la limite de la déchéance et de la ruine tout en le sauvant de l'expropriation. En un mot, il soutient, dans ces catégories, tout ce qui est lutte, mais se sépare de l'idéologie du petit possédant : il ne lui promet pas l'idéal petit-bourgeois de la sécurité individuelle ( d'ailleurs utopique en régime capitaliste ) mais l'appui des prolétaires de la ville dans un vaste combat contre l'Etat capitaliste.

Cette position orthodoxe, il y a longtemps que les stalinistes lui ont tourné le dos. Leur flagornerie électoraliste à l'usage de la petite et de la moyenne paysannerie, en même temps qu'elle en flattait les tendances réactionnaires, participait activement au succès de cette politique gouvernementale de sauvetage des secteurs improductifs qui n'a pas pour objet de soulager la misère des producteurs les plus défavorisés mais de freiner le processus révolutionnaire du capitalisme : la paupérisation qui crée les conditions de la grande révolte sociale. En y adhérant, les stalinistes n'ont pas seulement noyé la revendication ouvrière dans le compromis avec les visées conservatrices du "petit propriétaire" - y sacrifiant aussi les intérêts du salarié agricole, véritable prolétaire de la campagne - ils ont aussi consolidé cette perspective étatique à courte vue dont la faillite sera d'autant plus terrible, pour ceux qu'elle prétendait protéger, que sa chute ouvrira les voies de l'expropriation massive et de l'impossibilité de défendre même les conditions de vie de ceux qui sont les vrais frères de classe des travailleurs urbains.

De tout ce que le stalinisme a voulu défendre par sa politique de compromission et d'abandon des principes - un " intérêt national " qui ne serait pas celui du capitalisme, une armée au service de la démocratie et de la paix internationale, une unité "populaire" fondée sur la solidarité des travailleurs de la ville et des champs - il ne reste que le seul contenu possible dans une société décadente, en pleine phase de recul du prolétariat : l'insatiable soif de profit du capital, la représ-

sion et la guerre pour l'exploitation des peuples d'Outremer, l'isolement complet de la classe ouvrière et son abandon par toutes ces classes dont on a voulu faire ses alliés et qui, à l'instant présent, font bloc avec les forces les plus réactionnaires du pays.

Si la crise actuelle se présente principalement comme une crise politique, en ce sens qu'elle est née de l'incapacité des classes dirigeantes de pratiquer une politique cohérente dans l'affaire algérienne, il est incontestable qu'elle exprime une crise plus profonde qui touche à la décadence historique du capitalisme français dont la dégradation de la vie politique, l'avilissement du parlementarisme et l'instabilité des formations gouvernementales n'ont fait que donner la mesure.

Dans la question de la guerre d'Algérie les gouvernements successifs n'ont jamais su opter franchement entre une reconquête militaire, d'ailleurs reconnue de tous côtés irréalisable et une liquidation délibérée du statut colonial qui, pratiquée à temps, n'eut certes pas arrêté le processus d'évolution vers l'indépendance de ce territoire mais en aurait amorti les conséquences. Le paradoxe de la politique pratiquée durant ces dernières années c'est qu'au moment où la bourgeoisie se berçait d'illusions quant à la possibilité d'amener à un compromis les deux parties en cause - les colons et le F.L.N.-, l'opération "pacification" élargissait le fossé qui sépare les européens des musulmans, attisant la haine raciale des Arabes sans pour autant rassurer leurs exploiters directs. L'initiative des colons de forcer la main à la métropole dans le sens d'une intensification de la guerre répressive n'a nullement surmonté cette contradiction, mais elle l'a portée au contraire à un tel degré de paroxysme qu'elle a fait sauter la superstructure vermoulue de la démocratie traditionnelle.

Dans ces conditions, le battage mené autour des nécessités d'une réforme constitutionnelle n'était qu'un rideau de fumée destiné à masquer l'opération transitoire qui devait permettre de reprendre en mains les colons d'Alger et l'armée. Il s'agissait bien d'une crise de régime et non de l'imperfection du mécanisme parlementaire ou de lacunes des textes constitution-

nels, que les experts ont d'ailleurs réglées de la façon la plus lapidaire, par la suppression pratique de tout rôle réel du parlement. Par cette décision la bourgeoisie se sépare d'un appareil devenu difficile à manoeuvrer, non parce qu'il disposait d'un poids ou d'une autorité morale quelconque, mais parce qu'il étalait au grand jour les contradictions internes et les divisions qui règnent au sein de la classe dominante. La "solution par le vide" ainsi adoptée n'entame pas la substance des problèmes qui se posent au capitalisme français, mais elle confirme ce que les révolutionnaires avaient depuis longtemps dénoncé : l'extinction du rôle du parlement en tant que centre d'élaboration de la politique bourgeoise.

Cet organisme, qui fut toujours au service exclusif des classes dominantes - à la grande honte des opportunistes qui veulent en conquérir la majorité -, ne leur sert plus, depuis des années, qu'à régler leurs questions de politique interne, - c'est-à-dire essentiellement la répartition des privilèges et de la manne étatique entre leurs diverses fractions -, qu'à décider des dispositions matérielles susceptibles d'accréditer l'escroquerie à la "volonté populaire" ( modes de scrutin, procédures législatives, apparentements, etc... ). C'est là un phénomène commun à tous les pays, mais il est particulièrement marqué en France, parce que justement les intérêts particuliers s'y affirmaient de façon plus évidente que partout ailleurs, que le capitalisme français, du fait qu'il est à la remorque des grandes puissances, a une tâche plus délicate et plus complexe que ses concurrents lorsqu'il s'agit d'adapter la "volonté de la nation" aux impératifs de la diplomatie internationale. Toutes choses qui ne peuvent être expliquées que par l'étude de son histoire et de sa structure.

On n'entreprendra pas ici l'analyse, même restreinte, de l'infrastructure productive du capitalisme français et de son évolution. Mais on relèvera seulement quelques uns des principaux traits de sa décadence qui permettent de comprendre la genèse des événements actuels.

Parmi les contradictions du système capitaliste, la plus importante est celle qui oppose les intérêts des ouvriers à ceux des classes monopolisant les moyens de production. Mais, dans les crises que subit la société bourgeoise, d'autres contrastes se manifestent qui ne jouent pas un rôle négligeable : l'opposition d'intérêts entre fractions diverses du capital, l'opposition entre ville et campagne.

Sans répéter que le conflit capital-travail n'est pas à l'ordre du jour de la crise présente, on notera toutefois que la préoccupation de conjurer tout risque de crise sociale ne fut pas absolument étrangère à la politique du gouvernement G.MOLLET qui, tout en acceptant de poursuivre la guerre en Algérie, effectua pourtant quelques timides tentatives d'en répartir plus rationnellement les charges sur toutes les classes de la société, - ce qui lui valut d'être renversé. Sur ce plan aussi, la situation de la classe ouvrière française n'est que le reflet aggravé de l'impuissance du prolétariat international qui fut incapable d'influer sur la crise du colonialisme, si ce n'est d'une façon indirecte, par la crainte qu'inspirait à la bourgeoisie l'éventualité de son possible réveil et qui la découragea de tenter la reconquête militaire des territoires perdus. Les partis de gouvernement en France, n'ont ressenti une crainte identique que sous la forme étroite des préoccupations électorales et elle ne leur a inspiré que de timides "aménagements" de la poursuite de la guerre à outrance.

Bien plus déterminante que le contraste entre les classes fut, en fait, la division des forces politiques dont la bourgeoisie française est affectée de façon chronique et qui se traduit par une extrême étroitesse de vues de la politique du gouvernement. Cet état de chose constitue un résultat historique précisément lié à la possession d'un vaste empire colonial qui, durant ces dernières décades, assura à la France une position de premier rang parmi les puissances impérialistes et eut pour effet d'affaiblir dans ce pays tout effort sérieux de perfectionnement et d'expansion de son industrie. Mais il est aussi le fruit de la situation nouvelle qui s'est créée lorsque le capitalisme français, après les épreuves de la seconde guerre mondiale, s'élançait dans le tourbillon de la reprise productive qui a entraîné avec une vélocité accrue tous les pays saignés par les destructions militaires. Après avoir rapidement rejoint le niveau productif d'avant-guerre, la production nationale en-

registra une croissance supérieure à la moyenne des nations de l'Europe Occidentale et même aux chiffres de l'Allemagne de l'Ouest. Un gros effort de modernisation de l'outillage et l'emploi de méthodes éprouvées de sur-exploitation avaient produit un accroissement notable de la productivité du travail.

Ce progrès général de la grosse industrie, au lieu de faciliter l'aménagement des structures productives françaises n'eut au contraire pour résultat que d'accentuer leur déséquilibre traditionnel. Aux côtés des secteurs en voie d'expansion, subsistaient, en profond contraste avec eux, des branches entières d'activité dotées de moyens et d'organisation anachroniques : c'était le cas du commerce, de nombreuses petites industries et surtout de l'agriculture qui, en France, occupe un nombre de bras bien supérieur à celui qu'utilisent des pays dont la production agricole est pourtant plus forte. Thésaurisation de la main d'oeuvre, exigence de fortes subventions qui grèvent les frais généraux de l'ensemble de la production, privilèges fiscaux pour des branches franchement parasites, telles sont les tares les plus marquantes de ce secteur de l'économie française. La grande contradiction ville-campagne, contenue sans trop de difficultés tant que durait l'exploitation des peuples coloniaux et le rôle usuraire traditionnel du capitalisme français, devait se manifester plus brutalement sous les chocs subis par la politique internationale de la France et, particulièrement, lors du phénomène de sécession des territoires d'outremer.

Le caractère insurmontable des tares de la structure productive s'est révélé alors avec d'autant plus d'évidence qu'elles avaient profondément influé sur la structure politique du pays, favorisant la pluralité des partis, engendrant cette incapacité totale de discipliner les appétits des divers groupes de producteurs qui rendit vaine toute tentative d'apporter quelque remède aux maux profonds dont souffre l'économie. D'ailleurs, pour les mêmes raisons que l'aspect agricole a prévalu sur l'aspect industriel, cette prédominance a fond social petit-bourgeois a grandement influé sur l'idéologie, la politique et l'organisation des partis de la classe ouvrière et, après la phase héroïque du mouvement prolétarien en France, ce pays n'a pas connu, à l'encontre des nations industrielles comme l'Allemagne, de puissantes organisations politiques et syndicales de classe qui, à défaut de faire triompher l'assaut révolutionnaire du prolétariat ont tout de même réussi, dans la phase d'apogée du réformisme, à contraindre la bourgeoisie au perfectionnement continu de sa

structure productive, à l'amputation de ses secteurs parasites et surtout à une certaine discipline de ses intérêts partiels au profit de ses intérêts globaux.

En France, la seule tentative sérieuse de modifier la structure économique et de pallier à ses déficiences caractéristiques fut celle de MENDES-FRANCE, au lendemain de la défaite d'Indochine et après que cette échéance eut porté au grand jour l'incurie et le "laisser-faire" des gouvernements précédents, appuyés sur la démocratie chrétienne et le centre-droit. Mais elle démontra que tout effort semblable, même tenté par la fraction la plus consciente de la bourgeoisie, était voué à l'insuccès dans le cadre politique traditionnel, étant donné l'état de décrépitude historique de cette classe.

Colmater le déficit budgétaire et rétablir la balance des comptes, décentraliser et rationaliser la production industrielle, convertir en salariés urbains une grande partie des producteurs agricoles, telles étaient les grandes lignes du plan. Aucune d'elles ne fut réalisée. Les dépenses militaires, qui étaient déjà élevées à cette époque, montèrent en flèche avant l'expédition des troupes en Algérie, et l'équilibre budgétaire n'est plus qu'une utopie. Les demandes de crédit, adressées soit directement à Washington soit aux organismes internationaux, en sont venues à ne plus couvrir que des périodes de quelques mois; la concession de l'installation, contre dollars, des rampes de lancement a pris la place des commandes "off shore", mais la situation financière est toujours plus instable. Quant aux mesures techniques immédiates que prévoyait le gouvernement de Mendès-France, elles se sont soldées par un fiasco complet. Toutes les dispositions juridiques qui, dans un but de décentralisation industrielle, proscrivaient l'installation de nouvelles entreprises dans la région parisienne, et qui voulaient, selon le même objectif développer le crédit en province, sont demeurées lettre morte ou n'ont atteint que des résultats insignifiants. Quant au passage des paysans parcellaires dans les rangs des travailleurs industriels, il suffirait de rappeler, pour montrer combien ce projet était chimérique, la déclaration d'un ancien président du conseil à ses électeurs : " La France entend bien conserver ses 7 millions de paysans ". Elle les a bien gardés en effet, entretenant une paysannerie pléthorique dans laquelle près de la moitié des exploitations ne procurent à ceux qui les font fructifier qu'un revenu à peine supérieur au minimum vital. Mais elle a conservé